



La pluie mortelle

**Où en est l'aviation
militaire ?**



Elle n'est plus.

LE CRÉPUSCULE DES VIEUX

La France Prussienne

L'ŒUVRE

11^e ANNÉE : 18 Juin 1914

N° 25

DIRECTEUR :

220, Faub. St-Honoré (8^e)

Téléphone : 589-55

GUSTAVE TÉRY





Toute maison d'alimentation soucieuse
de satisfaire sa clientèle tient les conserves
AMIEUX Frères. Exiger cette marque.

ON NOUS EORIT :

Des voiturettes de 4000 francs environ, autres que la
Bébé Peugeot mettent le prix de revient du kilomètre à :
UN SOU

NOUS RÉPONDONS :

C'est à voir, mais elles ne peuvent, en tous cas, vous
donner pour cette somme que :

LE KILOMÈTRE LENT

Elles deviennent excessivement coûteuses dès que vous les
poussez, et vous y êtes naturellement conduit, parce qu'elles
ne sont pour vous la source d'aucun plaisir et ne vous aident
que peu dans vos affaires.

NOTRE BÉBÉ PEUGEOT

4 Cylindres, 3 Vitesses

vous procure, au même prix de :

UN SOU LE KILOMÈTRE RAPIDE

La possession d'une Voiturette Bébé Peugeot sera donc pour vous une
source continue de plaisirs. Si vous êtes dans les affaires, elle accroîtra
considérablement votre rayon d'action. Avec elle vous ferez bien ce que
les grosses voitures permettent de bien faire : Le Grand Tourisme.

PEUGEOT — BEAULIEU — DOUBS

La pluie mortelle



Suivant la formule, que nos lecteurs
veillent bien nous excuser : nous allons nous
citer nous-mêmes assez abondamment ; et nous
leur laissons le soin d'en voir la raison, — qui
n'est pas seulement le vain plaisir de nous
relire.

Nous disions le 20 novembre :

« Paris-les-trous » ! Combien de fois l'a-t-on fait
depuis dix ans, cet article ? Vous le lisez chaque
semaine dans votre journal, quel qu'il soit ; et dès
que vous mettez le nez à la fenêtre ou le pied dans
la rue, vous voyez immédiatement à quoi ça sert,
et quel est le résultat d'une formidable campagne
de presse menée avec le même entrain, « sans
distinction d'opinions », par toutes les gazettes de
tous les partis. Supposez que Paris ait connu de
nouveau les horreurs d'un siège et d'une guerre
civile, ajoutez-y un tremblement de terre, et vous
n'obtiendrez pas au total une ville plus dévastée,
plus branlante, plus inhabitable que celle-ci. Ah !
ils s'en fichent bien des campagnes de presse, les
ravageurs de Paris !

Au fait, comment s'appellent-ils ? A qui s'en
prendre ? Nous n'avons même pas un nom à mau-
dire. Car on nous a déjà expliqué que si Paris
était la proie des vandales, ce n'était pas du tout
la faute de M. Delanney, préfet de la Seine.
Croyez-le bien, il est le premier à déplorer ce
pitoyable « état de choses » ; mais que voulez-vous ?
Il n'est pas responsable des engagements pris par
son prédécesseur, qui lui-même...

Jusqu'où, jusqu'à qui faudrait-il remonter pour
découvrir l'origine du fléau, l'auteur ou les auteurs
de nos misères ? Allez les chercher ! Et d'ailleurs,
si vous les trouviez, à quoi ça servirait-il ?

La volonté du peuple ? La souveraineté natio-

1638

81P 2884

nale? La nation maîtresse de ses destinées? Oui, dans les manuels d'« instruction civique », dans les discours de distributions de prix ou de comices agricoles! Mais voyez la réalité : est-il une question sur laquelle l'accord soit plus complet? Est-ce que tous les Parisiens sans exception, millionnaires ou prolétaires, qu'ils aillent à pied ou en auto, qu'ils s'appellent France ou Crainquebille, ne sont pas également furieux de voir ainsi éventrer et dépecer leur ville? Est-ce que, là-dessus, l'opinion n'est pas unanime?

Alors, ne venez plus nous raconter que le peuple est le maître. S'il était le maître, il ne laisserait pas faire ça.

Ça, c'est fait par le véritable patron de cette dupe éternelle. Pour surprendre le divorce entre le peuple français et le pouvoir occulte qui le mène, il suffit de regarder la rue, ou ce qui nous en reste...



Ces réflexions nous étaient suggérées par le spectacle de la nôtre, ce lamentable faubourg Saint-Honoré qui, depuis plus d'un an, n'a cessé d'être saboté par tous les bouts et sous toutes les formes. Nous avons dû subir tour à tour ou simultanément les assauts du gaz, des tramways, du métro. Et je cueille encore dans l'*Œuvre* ce bout de dialogue :

Comme par hasard, on dépave notre rue. C'est la troisième fois cette année. Devant ma porte, une dizaine de terrassiers s'escriment du pic et de la pioche.

Etonné, je dis au chef de l'équipe :

— Mais c'est du pavé en bois tout neuf que vous enlevez là!

— Oui, monsieur.

— Quand l'a-t-on posé!

— Oh! ce n'est pas ancien. On s'y est mis au mois d'août, à l'autre bout du faubourg Saint-Honoré du côté de l'Élysée, et l'on a continué tout le long de la rue, même que ce n'est pas fini...

— N'avez-vous pas fait une tranchée, il y a quinze jours, dans ce bois tout neuf?

— Oui, c'était pour poser une conduite de gaz. Après avoir bouché le trou, nous l'avons recouvert avec des pavés de grès...

— Et pourquoi creusez-vous une seconde tranchée, dans cette pauvre rue que l'on a mis si longtemps à refaire?

— Celle-ci, monsieur, c'est pour enlever l'ancienne conduite de gaz...

— Et vous ne pouviez pas faire tout cela du même coup? Il a fallu vous y reprendre à trois fois pour...

Le chef d'équipe m'interrompt en souriant :

— Dites *quatre*, car ce n'est pas terminé. Tout ce pavé de bois qu'on vient de poser, on va maintenant le faire sauter pour mettre les rails du tramway avec caniveau.

— Mais qu'est-ce donc qu'on appelle « l'unité de chantier »? Qui fait ces bêtises criminelles? Qui dilapide ainsi notre argent?

J'oubliais que le pauvre homme n'en savait pas plus long que moi. Il eut un geste vague, et me tourna le dos...

Pendant près de trois mois, la petite place qui se trouve au coin de la rue Berryer a présenté l'aspect d'une gare en temps de guerre après le passage de l'ennemi. Visiblement, cet ennemi avait fait sauter la ligne à la dynamite, et sur un monceau de rails enchevêtrés veillait nuit et jour un employé mélancolique.

On lui avait construit une petite cabane, où il lisait les journaux en bâillant. Au-dessus s'élevait un énorme disque à feu rouge qu'on apercevait de très loin, mais dont je n'ai jamais pu m'expliquer l'usage. Craignait-on que l'Express-Orient, se trompant de direction, ne s'égarât sur cette ligne où ne circule à l'ordinaire qu'un tramway préhistorique, avec un affreux vacarme de ferraille?

Le tramway lui-même ne circulait plus, et le disque ne fonctionnait jamais. Il n'était là

que pour l'ornement, le décor; il achevait de donner avec quelques lanternes et des ballots épars, l'illusion de la gare prise d'assaut.

Au carrefour voisin, c'est-à-dire à l'angle du boulevard Haussmann, le surveillant d'un autre chantier s'était bâti lui-même un cottage avec des pavés en bois empruntés à la chaussée. Cette pittoresque construction s'élevait sur le trottoir, à l'entrée du faubourg, devant l'hôpital Beaujon. Le fonctionnaire qui y avait élu domicile l'avait aménagée fort ingénieusement. Toujours avec des pavés en bois, — cette matière première étant fort abondante, — il s'était confectionné un siège et une table pour manger sa soupe. On n'a jamais vu plus intéressant spécimen d'architecture cubiste.

Le soir, quand s'allumait la lampe du gardien, les passants indiscrets goûtaient le spectacle de charmantes scènes d'intérieur. Il est vrai que les passants étaient rares, car on ne pouvait passer ni sur la chaussée, où il n'y avait plus assez de pavés, ni sur le trottoir où il y en avait trop.

Ce pendant, sur la place, d'indolents terrassiers poursuivaient à loisir leur œuvre de dévastation méthodique. Ici, ce n'était plus une gare en ruines, ce n'était plus un chantier abandonné, c'était le chaos, et l'on se demandait comment des voitures pouvaient circuler encore dans le labyrinthe de venelles qui se croisaient à travers les décombres.

A l'entrée de ces galeries tortueuses, une large pancarte portait cette ironique recommandation : « **Ralentir!** »

J'entends encore un chauffeur jovial crier

en se claquant les cuisses : « Elle est bien bonne! » C'est peut-être le même qui a disparu l'autre soir dans le gouffre de la place Saint-Augustin. On l'a « ralenti », celui-là...

Feuilletons encore l'*Œuvre*. Dans le numéro du 16 octobre, nous trouvons cet éclaircissement :

Depuis le temps que la compagnie des omnibus bouleverse Paris, on s'étonne que les Parisiens, si longanimes qu'ils soient, n'aient pas encore utilisé les pavés de leurs rues éventrées pour faire quelques barricades.

Mais qui donc oserait lever l'étendard de la révolte contre le César d'omnibus qui dispose de l'armée française pour défendre les dividendes de ses actionnaires?

La presse? Il n'y faut point songer. Quel est le journal assez libre et assez désintéressé pour entreprendre contre l'omnipotente Compagnie une campagne d'intérêt public?

Nul ne s'élève, nul ne s'indigne, et M. Duval-Arnoult, capitaine de territoriale, est décoré par M. Etienne, ministre de la guerre.

Lisez : le conseiller municipal Duval-Arnoult, président de la commission des Transports, est fait chevalier de la légion d'honneur par le président de la Compagnie des Omnibus.

— Ce n'est pas tout dire, mais c'est dire beaucoup. Le reste tient dans les budgets de publicité que distribuent les compagnies des omnibus et du métropolitain. De quelle publicité peuvent bien avoir besoin les trams et le métro? Vous le comprendrez peut-être en lisant attentivement les gazettes, au lendemain des catastrophes comme celle de lundi.

Oh ! bien entendu, ce n'est pas ainsi qu'il faut expliquer l'article que M. Duval-Arnoult vient de publier dans la *Libre Parole*; mais

il n'en est que plus étrange de voir un conseiller municipal, qui devrait être le premier, semble-t-il, à établir les responsabilités et à exiger des sanctions, s'appliquer au contraire à disculper tout le monde, y compris le baron Empain. A entendre M. Duval-Arnoult, la triple catastrophe n'a rien que de naturel, comme la pluie; est-ce la faute des ingénieurs s'il pleut? Allez-vous leur demander maintenant de prévoir les caprices du ciel?

Ecoutez M. Duval-Arnoult, président de la commission du Métropolitain :

Un journal se demandait si notre civilisation aboutissait à nous mettre à la merci d'une grosse pluie, et trouvait cette pensée intolérable. Il faut cependant la tolérer.

En voyant, dans le trou béant du boulevard Haussmann l'écheveau des conduites et des câbles s'échapper en désordre de l'égout crevé, j'avais une fois de plus la vision de la complexité de la vie moderne — en même temps que sa fragilité. Oui, tous ces fils, gros ou ténus, peuvent, en un instant, faire de nous, comme les malheureux morts d'hier, des victimes de la pluie.

C'est dire que non seulement nous ne devons pas nous étonner des menus accidents où viennent de périr une douzaine de personnes, mais nous devons prévoir qu'ils ne tarderont pas à se reproduire. Demain, — M. Duval-Arnoult nous en avertit loyalement, — nous pouvons être à notre tour « victimes de la pluie ».

C'est ce que notre édile appelle tranquillement « le progrès matériel » et la « circulation de la vie ».

C'est le progrès, c'est la vie :
Ça va bien quand il fait beau,
Mais quand il tomb' de la pluie,
On tomb' dans l'métro !

L'essentiel n'est-il pas d'être prévenus?

Nous le sommes. Gare à la prochaine averse! Elle peut nous être mortelle. Habitons-nous à « tolérer cette pensée », vraiment philosophique, et, tout comme nos ancêtres, ne craignons que la chute du ciel. La plaisanterie est peut-être gauloise, mais les Parisiens continueront-ils longtemps à la trouver très drôle?

GUSTAVE TÉRY.



Le « dernier grand parlementaire »



Ces deux grands parlementaires s'étaient rencontrés, au soir de leur vie. Ils avaient eu des destinées différentes, mais ils avaient abouti au même point.

M. Léon Bourgeois qui fut toujours le courtisan des exaltés et qui a tenté, selon le mot d'un homme d'esprit, de donner à la démagogie une philosophie, s'effarouchait de la victoire des siens.

M. Alexandre Ribot, en quarante années d'évolution politique, avait franchi tour à tour tous les degrés et n'avait même pas hésité à entrer dans le radicalisme, le même jour que dans la septantaine.

Mais si diverses que fussent leurs origines, ils étaient l'un et l'autre sincères et ils avaient accepté sans ambition, après de longues retraites, un pouvoir qu'ils pouvaient appeler une charge, sans risquer de faire sourire.

Ils s'efforçaient de faire toutes les concessions à la jeunesse furieuse des assemblées. Pour se mettre au goût du jour, ils avaient pris

les programmes des plus extrêmes, et, pourvu que l'on sauvât la chose publique, il se pliaient aux doctrines les plus farouches.

Mais on ne les écoutait plus. Ces vieillards lassaient l'assemblée; le respect même qu'ils inspirent lui pesait. Chaque concession soulevait de nouvelles fureurs et prenait l'apparence d'une lâcheté. On n'était plus à l'heure des concessions, mais à celle des violences.

On se souciait peu que les Girondins se fissent Jacobins. L'heure des Jacobins était venue : ils n'avaient que faire dorénavant des adhésions; c'étaient les places qu'ils exigeaient.

Sembat disait à Ribot :

— Vous êtes le dernier grand parlementaire. Et, de cette minute, sa chute était décidée.

On vit deux vieillards courbés sortir de la salle des séances sous les invectives. Vieux, on les avait insultés. Vaincus, on les bafouait.

« Le dernier grand parlementaire » vient de disparaître. Il ne reste plus que les autres, qui trépignent et qui hurlent.

Qu'est-ce donc qui distingue ceux-ci de celui-là ? C'est la hâte. Ils improvisent et ils bâclent : leurs discours se ressentent de cette fébrilité, leur politique aussi. Les évolutions que M. Ribot mettait quarante ans à accomplir, ils les franchissent en quelques heures. Pour tout dire, ils n'évoluent pas, ils gambadent.

Et voici que depuis quelques jours ils ont perfectionné le genre : ils ne se contentent plus d'avoir des opinions successives, ils les ont toutes ensemble. Ils ne sont plus en quête de programmes même variés, même contradictoires; ils se contentent de chercher des formules, pourvu qu'elles soient vagues et qu'elles puissent satisfaire à la fois les plus irréconciliables. Cela devient un jeu :

— Nous reviendrons à la loi de deux ans dès

que les circonstances extérieures le permettront, proclame M. Viviani.

Beaucoup s'accrochent à cette formule qui garantit à la fois toutes les sécurités, en permettant toutes les espérances. Pourtant quel qu'un proteste; du coup, tout craque et tout est à refaire. M. Viviani courageusement se remet au travail et s'attache à la découverte patiente d'une nouvelle formule. Il trouve celle-ci :

— Nous ne reviendrons à la loi de deux ans que si les nécessités de la défense nationale le permettent.

Et sans doute il s'élève encore quelques protestations, mais, cette fois, l'immense majorité du parti radical se déclare satisfaite.

— Entre ces deux formules, objectent pourtant MM. Jaurès, Godart, Ponsot, Tissier et quelques autres, nous n'apercevons même pas l'ombre d'une différence.

Mais leurs amis se récrient, affirment que tout est changé : ils regorgent de confiance et ne souffrent plus que les autres aient des doutes.

Quand M. Ribot tenta d'exposer devant la Chambre les questions nationales et la situation financière, un député socialiste lui cria :

— Là n'est pas la question.

— Même si votre programme nous donnait plus de satisfactions encore, même si vous nous rendiez la loi de deux ans d'un trait de plume, nous n'aurions tout de même pas confiance en vous, disaient les interpellateurs.

Les gens renseignés s'étonnaient de tant d'ostentation : M. Ribot n'avait-il pas failli être à Versailles le candidat des partis avancés contre M. Poincaré ? Pourquoi ceux qui l'avaient alors si passionnément soutenu, le rejetaient-ils aujourd'hui avec tant de colère ?

Les gens informés se montraient une fois de plus naïfs : ils ne savaient pas faire le départ entre un scrutin public et un scrutin secret; ils

ne distinguaient pas que ce qui rend aux radicaux M. Ribot redoutable, ce n'est pas sa personne, c'est son nom.

Certes, ils auraient vu sans dépit M. Ribot devenu leur prisonnier à la Présidence de la République. Ils savent que ce « grand parlementaire » est avant tout un parlementaire et ne se serait point insurgé contre leurs arrêts.

— C'est avec les hommes de droite que l'on fait une politique de gauche, de même que c'est seulement avec les hommes de gauche qu'on peut faire une politique de droite.

Tout le monde sait cela : c'est la règle même du jeu. Mais si convaincu que l'on en soit, il peut apparaître dangereux de le proclamer trop cyniquement devant le suffrage universel. Les députés radicaux les mieux convaincus que M. Ribot servirait leur politique n'ont pas osé acclamer publiquement son nom.

D'ailleurs, disons-le, son ministère était mal constitué. En dehors de M. Delcassé et de M. Clémentel, il ne comprenait que des sénateurs — six sénateurs! — et des inconnus. Quelle garantie avait-on d'obtenir auprès de ces étrangers les faveurs dont on a besoin?

M. Viviani a sans doute beaucoup moins de chances que M. Ribot de faire triompher au Sénat les réformes que depuis tant d'années la haute assemblée rejette. Ne doutons pas que, en dépit de la bonne volonté du nouveau Président du Conseil, les lois sociales n'aient fort à pâtir de cette substitution d'homme.

Mais faut-il tant se préoccuper de programmes et de réformes? En faisant aboutir les revendications dont le suffrage universel a pris l'habitude, on contraint les parlementaires à se fournir de revendications nouvelles et qui n'ont pas encore fait leurs preuves. C'est un jeu dangereux auquel ils ne se soucient pas de jouer. Gardons, gardons nos bons vieux programmes,

dont le suffrage universel a l'habitude et dont il ne se soucie pas de changer, mais surtout, faisons en sorte d'avoir sous la main de braves ministres, de bons camarades, auxquels nous puissions taper sur le ventre en leur expliquant le besoin impérieux que nous avons d'un instituteur ou d'un cantonnier.

Dans le ministère Viviani il n'y a plus que trois sénateurs au lieu de six, et justement on les a choisis parmi les moins impressionnants. Les autres, ce sont de bons copains, habitués des couloirs, coutumiers du tutoiement. Que voulez-vous qu'ils refusent à leurs petits condisciples?

Ainsi la politique continue : rien n'est changé. On vend les mêmes articles et on garde la même clientèle.

La politique reste trouble. On a préféré qu'elle restât trouble. Si elle était devenue plus claire, elle eût paru vraiment trop cynique.

ROBERT DE JOUVENEL

L'Hôtel Rodin-Biron.

Après avoir acheté « cette petite merveille » qu'est l'hôtel Biron, la ville de Paris aurait pu y installer des bureaux, un musée, des familles nombreuses. Elle a préféré y loger Rodin « à l'œil », l'élevant ainsi à la hauteur d'un service municipal.

Mais l'hôtel Biron se dresse aujourd'hui entre un terrain vague couvert de débris et de plâtras, et une sorte de maquis. Ne pourrait-on, pendant qu'on y est, accorder à « l'illustre locataire » une petite subvention pour entretenir sa cour et son jardin? Ou bien va-t-il falloir ouvrir une souscription en sa faveur?

Le Crépuscule des Vieux

Ils comptaient, à tous les trois, plus de deux siècles d'âge.

Attentifs et les bras croisés, ils s'étaient assis au premier banc, comme des écoliers bien sages que le maître place devant sa chaire pour les récompenser de leur zèle.

Aussi lorsque M. Paul Deschanel prononça :

— La parole est à M. le président du conseil pour une communication du gouvernement...

On n'eût pas été surpris qu'il remplaçât cette formule par cette autre :

— Elève Ribot, élève Bourgeois, élève Peytral, vous êtes, cette semaine, au tableau d'honneur. Elève Ribot, venez lire votre composition française à vos camarades...

Il y avait bien longtemps qu'ils ne fréquentaient plus cette classe. Depuis leur départ, tant de nouveaux y étaient survenus que c'étaient eux, les vétérans, qui paraissaient dépayés.

Le plus admirable était toutefois de les voir embrigadés dans une même équipe. Le moins notoire des trois, il est vrai, s'était toujours tenu dans un effacement modeste, qui lui permettait de s'introduire dans toutes les compagnies sans y être d'abord remarqué. Mais les autres arrivaient de si loin, de si loin...

M. Ribot avait été pendant trente ans le porte-parole ostentatoire et décoratif de l'opposition libérale. Deux fois déjà on lui avait confié la périssoire gouvernementale. Mais au premier coup de barre il avait sombré dans la tempête que soufflaient précisément les bouches parmi les-

quelles M. Léon Bourgeois jouait les Chrysostomes.

L'utilité des batailles est de réconcilier les adversaires. Les radicaux de ce temps-là n'étaient pas, d'ailleurs, insensibles au prestige et M. Ribot possède une fort belle tête. Ils ne lui cachèrent point, en le combattant, qu'ils commençaient à l'estimer. Lui-même se montra touché de cette flatterie délicate. La démocratie ne lui parut plus si avancée qu'il désespérât d'y atteindre jamais. Il ne lui fallait, pour cela, que le temps. La destinée propice le lui ménagea. Et puis qu'est-ce que la démocratie sinon le souci des humbles et des déshérités ? M. Ribot entreprit avec ardeur la lutte contre la tuberculose, l'alcoolisme et les logis insalubres. Après quoi, comme il se regardait un matin dans la glace, il se découvrit avec ravissement un républicanisme de gauche qui lui poussait...

Pendant M. Bourgeois était devenu pape. Il avait préféré cette situation à la présidence de la République, par humilité. Toutes les fois que la Démocratie se trouvait mal, on venait le consulter. Il vaticinait, rendait des oracles et publiait des encycliques. Mais il ne goûtait pas le parfait bonheur. Il avait entrevu, là-bas, au bout d'un pont, une coupole où il aspirait à reposer sa sénilité valétudinaire. Il savait que, pour y avoir accès, certains sourires sont requis. Et il descendait avec dignité la pente du modérantisme.

Il rencontra à mi-route M. Ribot. Quand ils se furent unis, ils se crurent invincibles.

— Je suis orthodoxe, puisque j'ai le pape avec moi, disait M. Ribot. Ils me témoignaient de la considération quand j'étais réactionnaire. Je leur apporte aujourd'hui leur programme et même l'impôt sur le revenu. Ils m'acclameront !

Les optimistes faisaient chorus :

— Ah ! quel bon tour le père Ribot joue aux radicaux ! Vraiment, ils ne peuvent excommunier le pape !

Quelques pessimistes, seuls, hochaient la tête :
— Ne vous illusionnez pas : ils voteront contre lui. Mais ils l'écouteront avec respect. Leur hostilité sera déférente, déférente...

A peine M. Ribot avait-il commencé sa lecture que des voix faubouriennes goudaillaient :

— Plus fort ! On l'entend pas !

Quand il fit allusion à sa longue carrière consacrée au bien du pays, on rigola.

— J'ai toujours été républicain, dit-il.

— Tu parles ! cria-t-on à gauche.

Et c'est peut-être le tumulte qui empêcha d'entendre Jean Bon ajouter :

— Ta gueule !



Vieillard auguste et désuet, M. Ribot a entraîné dans sa chute un autre vieillard. Celui-là était encore plus âgé, puisqu'il avait cent vingt-cinq ans, et il paraissait bien plus risible. C'est le parlementarisme.

A la vérité, dans sa jeunesse, il avait eu des convulsions inquiétantes. On pouvait même croire qu'à peine né il périrait de frénésie. Mais après une bonne cure de silence et de servilité impériale il s'était repris à faire figure. Pendant un siècle, ou presque, il s'était satisfait de belles manières, de gloire, d'éloquence et de billevesées.

Ce vieillard noble est mort. La Chambre l'a enterré le vendredi 13 juin — une date fatidique — au cours d'une séance qui n'a jamais eu de précédent, mais qui aura des répliques.

FRANÇOIS LEBON.

Photographes.

Un lecteur nous envoie deux « vues » prises en aéroplane, au-dessus de Reims, par un photographe allemand établi en Champagne. Ces deux vues ne représentent que le collège d'athlètes. Mais qu'est-ce qui prouve que l'opérateur n'en a pas pris d'autres ?

Et puis supposez un instant qu'un Français en asse autant par delà les Vosges...



La Solution élégante.



— Si j'ai l'honneur d'avoir encore, en octobre 1915, la responsabilité du pouvoir, je ne licencierai pas la classe.

Les centres font une ovation à M. Viviani, pour ces paroles claires.

— Je n'entends faire ma politique qu'avec une majorité républicaine.

Et les gauches ravies l'acclament.

Pendant une heure, M. Viviani balançait de la sorte ses périodes équivalentes. Tenta-t-il d'organiser, comme le prétendit M. Jaurès, une équivoque ? Vraiment non. Et nul ne fut plus net et plus brutal. Son art fut d'avoir des nettetés successives et des brutalités alternées.

Et sans doute il restait, à l'heure du vote, quelques mécontents au centre ou à l'extrême-gauche, mais ils ne constituaient plus qu'une minorité misérable. Toutes les autres voix, depuis celle de M. Lucien Millevoye jusqu'à celle de M. Franklin-Bouillon se fondaient en une harmonie, dont le discours de M. Viviani avait formé le thème musical.

— Nous avons satisfaction, disaient les défenseurs de la loi de trois ans.

Et ils avaient en effet satisfaction au-delà de toute espérance.

— Le gouvernement est avec nous, disait M. Franklin-Bouillon.

Et le gouvernement était, il est vrai, avec M. Franklin-Bouillon.

Si la politique est l'art de concilier les inconciliables, M. Viviani est incontestablement un grand politique.

L'examen des élections nous révèle qu'il y a à la Chambre une majorité pour les trois ans, et la chute du cabinet Ribot nous apprend qu'il en existe une

autre pour la politique de surenchère. De là venaient toutes les difficultés.

Un autre président du Conseil eût imaginé de s'appuyer sur la première de ces majorités pour faire triompher la loi militaire et d'avoir recours à la seconde pour assurer ensuite sa propre pérennité. Mais M. Viviani n'aime point ces solutions simplistes. Il ne croit pas à l'absolu et sait se contenter de ces vérités relatives qui résultent des contradictions. C'est pourquoi il s'est plu à faire voter par la majorité de gauche la réforme de droite — ce qui est évidemment le dernier mot du parlementarisme.

Il a dit aux uns :

— Je suis contre vous, mais vous garderez votre loi.

Il a dit aux autres :

— Vous savez bien que je suis avec vous : vous aurez les places.

Phénomène curieux : les premiers ont été contents, et les seconds n'en se sont pas du tout mis en colère.

« Partageux ».

Depuis que l'arrondissement de Bellac est représenté à la Chambre par l'unifié Valière, les idées socialistes font là-bas d'énormes progrès, et les braves paysans attendent pour demain le partage agraire. D'aucuns même le préparent déjà :

Récemment, raconte le *Courrier du Centre*, un métayer de la commune de Saint-Hilaire-la-Treille a devancé la mesure démagogique et divisé par des bornes chacun des champs du domaine qu'il exploite en deux parts, l'une qu'il s'attribue et l'autre qu'il laisse à son propriétaire.

Il paraît que le propriétaire ne fut pas content. Il aurait pourtant dû s'estimer bien heureux que l'autre ait songé à lui laisser sa part.

Où en est l'aviation militaire?...



« La situation s'améliore..... »
(GÉNÉRAL BERNARD).

En décembre 1912, une commission d'enquête parlementaire avait décidé de parcourir les centres aéronautiques, de recueillir les doléances et les vœux du personnel subalterne et d'en tirer les conclusions et sanctions nécessaires. En août 1913, le général Bernard, successeur du général Hirschauer, avait cru, par une inspection rapide à travers les mêmes centres, connaître suffisamment les besoins de la cinquième arme. Enfin, en octobre dernier, la réorganisation de l'aéronautique française sur de nouvelles bases fut décidée et approuvée. L'interpellation Raymond au Sénat et l'interpellation Girod à la Chambre, en signalant quelques-uns des maux (non des moindres) dont souffre l'aviation, ont montré que les fameuses réformes, tant de fois annoncées et promises, n'arrêtaient en rien la *décadence de l'aviation française*.

L'aviation se meurt, mais personne, ni à la tribune, ni dans la presse, n'a osé révéler les véritables causes du désastre. Nous croyons remplir un devoir en les exposant, sans crainte d'être démentis.



La débâcle de l'aviation militaire tient à deux causes principales :

1^o à l'incompétence à peu près radicale des officiers supérieurs placés jusqu'ici à la tête des différents services et de leur entourage;

2^o à l'indiscipline notoire des officiers pilotes.

Dès les grandes manœuvres de 1912, en Poitou, les officiers supérieurs de l'aéronautique, commandant de groupe, commandant de parti, avaient perdu toute la confiance de leurs subordonnés. L'un, par ses ordres invraisemblables, inexécutables, fit manquer la plupart des reconnaissances aériennes et ne réussit qu'à laisser capturer la moitié de ses escadrilles par la cavalerie ennemie.

L'autre, négligeant de parti-pris certaines marques d'avions, organisa comme on a pu le voir encore pour certaines escadrilles, aux manœuvres de 1913, dans les cantonnements successifs, de véritables *fêtes foraines d'aviation*. Un troisième est resté célèbre pour avoir proposé d'emblée pour le tableau d'inscription de la Légion d'honneur, sans autre considération, les seuls officiers qui avaient accepté de le prendre en croque comme passager.

Les officiers supérieurs de l'aéronautique, à quelques exceptions près, qu'ils appartiennent aux troupes ou aux services techniques, ont montré, en maintes circonstances, leur ignorance des questions les plus élémentaires et des besoins les plus pressants de l'aviation. Que d'anecdotes, tristes à pleurer, courent là-dessus dans les centres d'aviation ! De là leur incapacité notoire à juger sainement les officiers et sous-officiers sous leurs ordres, à se rendre exactement compte de la valeur réelle, tant technique que sportive, de tous leurs subordonnés. Tous, ils ont découragé les bons, les excellents éléments qu'ils n'ont pas voulu ou su utiliser : chefs de centres, chefs d'escadrilles, pilotes éprouvés, un à un, sont partis, écœurés... *En quelques mois tous les chefs de centres ont demandé à être relevés de leur commandement.* (Reims, camp de Châlons, Saint-Cyr, Nancy, Belfort, Avord, Lyon, Pau, etc.).

Quant à l'indiscipline, et au mauvais esprit militaire des officiers aviateurs, ce sont là choses connues. Chefs de centres et chefs d'escadrilles sont impuissants à *se faire obéir* des officiers de leur unité ; et, si nous considérons l'échelon supérieur, tous officiers pilotes, officiers chefs d'escadrilles, ne témoignent ni obéissance, ni respect, ni même déférence à leur chef de centre, surtout si celui-ci est d'un grade égal. Puis, quand des signes trop patents d'indiscipline ou de désordre se révèlent ici et là, chefs d'escadrilles ou chefs de centres servent de boucs émissaires.

Dans la cinquième arme, la camaraderie n'existe plus : ce qui fut la « grande famille » n'est plus qu'un lointain souvenir. Officiers et sous-officiers intriguent à l'envi et c'est à qui obtiendra un galon ou une croix au détriment du voisin. Pendant ce temps les hommes de valeur, les modestes sont sacrifiés ou oubliés. Spectacle démoralisant qui s'est renouvelé cent fois.

Parmi les officiers du service de l'aviation, les uns font partie des escadrilles comme simples

pilotes et la majorité d'entre eux fait preuve de bonnes qualités sportives : nous pouvons compter sur eux ; ils sont relativement bien entraînés et volent à peu près tous les jours. Les autres, après avoir piloté un an ou deux, ont facilement renoncé à la pratique et font d'excellents techniciens.

Mais, il est, hélas ! une troisième catégorie d'officiers : ceux qui n'appartiennent ni à la première, ni à la seconde, et ils sont malheureusement les plus nombreux et les plus turbulents — 80 % de ces derniers ne rendent aucun service, ni comme aviateurs, ni comme techniciens.

Ce ne sont pas, en effet, des épreuves semestrielles qu'il faudrait exiger, épreuves devenues insignifiantes, puisque l'officier peut choisir à son gré un temps idéal, un itinéraire sans obstacles, une durée illimitée de séjour. Les épreuves semestrielles, telles qu'elles subsistent en dépit de toutes les réclamations des vrais aviateurs, réclamations que le général Bernard a refusé d'écouter, ne sont plus guère, dans ces conditions, que des épreuves « alimentaires », puisque *les deux vols annuels*, sans grand danger, procurent à l'officier un *supplément de 3.600 francs*.

Ces épreuves ont, en principe, pour but de constater l'entraînement de l'officier ; il semble donc que l'autorité militaire devrait, aux manœuvres ou à la mobilisation, pouvoir compter sur un excellent pilote. C'est là une erreur fondamentale, qui fausse toute l'organisation de l'aviation vraiment militaire. Que le général Bernard fasse une enquête, qu'il interroge, qu'il se renseigne, et mieux, qu'il convoque tous ces officiers « semestriels » (ils sont légion) à des stages, à des manœuvres, à des séjours sérieux dans les camps, et il constatera un déchet de 80 % dans l'effectif de nos bons pilotes. Il faut, au plus tôt, instituer de sévères épreuves mensuelles ou hebdomadaires, donnant seules le droit aux indemnités et supprimer, enfin, cette bénigne épreuve semestrielle, cette poule aux œufs d'or de M. Lebureau qui consent à voler à tout le moins une fois l'an et qui jouit scandaleusement des mêmes avantages pécuniaires que ses camarades des escadrilles actives. Mais, parions, une fois de plus, que la routine sera encore plus forte que la raison et la justice !

Des officiers aviateurs avaient été chargés, sous la haute direction du commandant Durand, de procéder à des essais d'avions munis de T. S. F. Rien de sérieux n'a pu être fait. Alors que Chartres

était spécifié comme point d'atterrissage, l'officier s'empressait de mettre le cap sur Reims; ou bien, tandis qu'une transmission était exécutée en plein vol, aucun contrôle, aucun service d'écoute n'était assuré, malgré les ordres donnés.

Un chapitre complet devrait être réservé à l'aérostation. Tout le monde sait, par exemple, que les plans du dirigeable « *Fleurus* » étaient terminés dès 1910; par la faute des lenteurs de l'administration de la Guerre, qui disposait, cependant, de tous les crédits nécessaires, le ballon ne put être achevé qu'en 1913.

Trois ans plus tôt, il nous aurait donné, dans le plus léger que l'air, une incontestable supériorité; en 1914, il fait triste figure en face des dreadnoughts germaniques. De temps à autre, les journaux nous apprennent que le dirigeable X, Y ou Z a évolué au-dessus de la capitale, piloté par un professionnel et ayant à bord M. Lebureau du Ministère, M. Lebureau de l'Inspection permanente ou encore M. Lebureau de Chalais-Meudon. Ce sont tous ces MM. Lebureau qui accomplissent leurs... dangereuses « épreuves semestrielles ».

En effet, ce qui devrait être un entraînement à la conduite d'un dirigeable, une préparation à la guerre, est devenu une promenade de père de famille, dans un fauteuil. M. le général Bernard laissera-t-il de telles plaisanteries se continuer aux dépens des contribuables?

Dernièrement, la création d'une inspection technique de l'aviation a été décidée et réalisée, nous donnant ainsi, j'imagine, l'organe spécialisé, infusant la vie matérielle et technique à nos escadrilles et à nos unités aériennes. Hélas! ce serait se réjouir trop tôt, car, ni l'établissement de Chalais, ni l'établissement de Vincennes, ni le laboratoire de Pau, ni aucun établissement technique, ni aucun centre ne peuvent être inspectés par cet étonnant inspecteur. L'inspection n'a, en effet, été créée que pour la surveillance platonique de deux ou trois écoles d'aviation, encore inexistantes!

La formation des escadrilles mixtes, réalisée par les généraux Hirschauer et Bernard, a été néfaste à l'organisation du service et à la discipline. Elles comprennent, en principe, 2 officiers, 2 sous-officiers, 2 sapeurs et un chef d'escadrille.

Or, dans la plupart des escadrilles, le chef ne vole plus et ne veut pas l'avouer; par une jalousie assez étrange, il refuse à ses pilotes l'autorisation d'accomplir des voyages et des raids, parce que lui-même se sent incapable de les exécuter.

A l'intérieur des escadrilles, quel gâchis, quelles rivalités mesquines entre officiers, sous-officiers et sapeurs aviateurs! Toute hiérarchie en est bannie: si l'officier paraît moins entraîné que ses subordonnés, sous-officiers et hommes de troupe aviateurs n'ont plus aucune déférence pour lui. Il est vrai qu'à l'occasion, ce dernier ne se gêne pas pour abuser de son autorité et contraindre le sergent ou le caporal à lui céder un appareil qu'il juge meilleur ou mieux réglé. Et c'est d'un témoin oculaire que nous le tenons.

Quant à l'indifférence et au « j'm'en f... isme » qui règnent dans les milieux aviateurs militaires, nous citerons un fait entre dix mille: le général Bernard connaît-il les rapports concernant, dans tous ses détails, le désastre qui a frappé, en février dernier, un de nos plus beaux centres d'aviation? Où était le chef de centre pendant la catastrophe? A quelle heure sont accourus les chefs d'escadrille responsables de leurs avions?

Le surlendemain de la tempête, débris d'appareils, grosses pièces de moteurs et rechanges étaient encore pêle-mêle au milieu des hangars, tandis qu'une pluie diluvienne achevait de détériorer appareils et tracteurs. Or, ce jour-là, c'était le mardi gras, deux ou trois équipes bien commandées auraient pu, auraient dû sauver un matériel considérable, encore intact, en l'abritant sous les hangars de l'école civile. Tous les visiteurs qui ont pénétré ce jour-là sur le terrain de Bron ont été scandalisés et stupéfaits de la criminelle indifférence des chefs, petits et grands.

Passons aux établissements techniques, Vincennes, Chalais... Nous y trouvons à peu près exclusivement des officiers d'infanterie et de cavalerie, embusqués un peu partout, bien que dénués de toutes notions techniques spéciales. Il y en a cinquante-trois! Cette quantité d'incompétents suffit à expliquer la confusion qui règne dans ces pétardières et les erreurs « colossales » qui se produisent, soit dans les commandes chez les constructeurs, soit dans les expéditions de matériel aux centres d'aviation. Nous connaissons un dépôt du centre qui, ayant demandé des compte-tours pour avions, reçut des boussoles pour dirigeables. Les

erreurs dans les pièces de rechange des moteurs ne se comptent plus. On comprend, dans ces conditions, l'inscription qui défend désormais l'accès de certains magasins : « *Il est interdit à toute personne étrangère aux services, y compris les officiers, de pénétrer dans les locaux* ». On lit cela sur la porte d'entrée de l'établissement de Chalais-Meudon.

Tous ces faits, toutes ces misères sont connus, sauf peut-être de ceux qui devraient le moins les ignorer, Général-directeur, ou Ministre.

L'ancienne inspection permanente a été disloquée et a évacué les locaux du boulevard des Invalides. Le bon public s'imagine, certainement, que la nouvelle direction de l'Aéronautique, créée à grand fracas au Ministère de la Guerre, et l'ancienne inspection n'ont rien de commun. Erreur ! D'abord, le personnel est le même : M. Lebureau s'est transporté sans bruit, sans éclat, par petits paquets, du boulevard des Invalides au boulevard Saint-Germain ; et ses nouvelles attributions sont identiques aux anciennes. A part une ou deux exceptions, aucun officier de la nouvelle direction ne connaît pratiquement la vie des escadrilles, des centres ou des dépôts ; aucun n'a été chef de service. La carrière de ces « fonctionnaires » s'est écoulée exclusivement dans les bureaux, ou ils n'ont été que simples pilotes, sans compétence spéciale, ignorant tout des préoccupations et des initiatives qu'implique un commandement, — et surtout, sans responsabilité d'aucune sorte.

Avec l'ancienne organisation, nos vingt escadrilles étaient réparties dans une douzaine de centres d'aviation ; elles disposaient du moins chacune d'un bon terrain de départ et d'atterrissage, et, encore qu'elles fussent divisées par des discussions intestines, elles faisaient certaine figure à l'entraînement ou aux manœuvres. Aujourd'hui, huit à dix escadrilles, avec leur train roulant si encombrant et si lourd (tracteurs, remorques, tentes-abris, ateliers, rechanges..., etc.), vont s'entasser sur un mauvais terrain de cent hectares, à Dijon. Il en coûtera un million aux contribuables ; puis, non seulement les départs, ni les atterrissages, ni l'entraînement quotidien ne seront possibles ou faciles, mais encore, tant que subsisteront les deux grandes plaies de l'aviation, signalées plus haut, cette concentration intense ne fera que développer dans les centres et les escadrilles les germes de désordre et de guerre civile.

Le fait que le général Bernard est dijonnais ne suffit peut-être pas à justifier le bouleversement radical auquel nous assistons.

Les crédits votés par le Parlement sont dilapidés.

N'affirme-t-on pas que le ministre de la Guerre a décidé tout ensemble l'abandon de l'aérodrome de Lyon et son achat ?

On consacre un ou deux millions à la création d'un laboratoire volant à Pau ; pourquoi ne pas utiliser, en attendant, celui de Saint-Cyr ?

Pendant ce temps, l'étranger a regagné le terrain perdu et les aviateurs civils accomplissent, sans gros incidents, sans grosses « casses », de remarquables performances : 800, 900, 1.000 kilomètres par jour, comme dans le dernier rallye aérien de Monaco. En revanche, nos officiers aviateurs, même les meilleurs, et sauf quelques cas exceptionnels (escadrille 19...), restent de gré ou de force confinés sur les aérodromes. A ceux qui désireraient partir, s'envoler, l'autorisation est refusée ; les autres (les plus nombreux) accomplissent comme un rite leur vols annuels « alimentaires » et jurent de ne pas se départir de leur prudente ligne de conduite. Jamais de longs parcours par gros temps, jamais de reconnaissances « militaires », jamais, nulle part, de participation aux manœuvres de garnison et jamais, surtout, de compte rendu de manœuvres !

Dans une école d'aviation près de Paris, nous connaissons des officiers élèves pilotes qui, depuis neuf mois, n'ont pas encore volé sur la campagne. L'étranger, lui, travaille et s'entraîne quotidiennement ; en Angleterre, officiers-pilotes, officiers-observateurs, doivent s'entraîner chaque jour un minimum de deux heures. Le général Bernard croit-il donc que nos aviateurs militaires s'improviseraient du jour au lendemain, à la mobilisation ? Croit-il que les 150 kilomètres imposés tous les six mois, sur un parcours invariable, suffisent pour faire un bon aviateur militaire ?

Cela suffit, il est vrai, aux « amateurs » pour se glisser en bonne place dans les tableaux de concours pour la croix ou d'avancement. Nous pourrions citer quelques jeunes officiers, ayant à peine quelques mois d'aviation et leur brevet militaire, qui figurent ou ont figuré en tête de liste ; le fait que ces officiers n'ont jamais quitté les bureaux du ministère ou de l'inspection n'est-il pas de nature à décourager les autres, moins près du Soleil ?

Avant six mois, l'incompétence des grands chefs, l'indiscipline des officiers subalternes, l'incohé-

rence du haut commandement auront ruiné ce qui reste de l'aviation française. Les bons officiers aviateurs, comme les techniciens, quittent l'arme, l'un après l'autre, découragés, lasses, désavoués, blâmes parfois; seuls, les médiocres triomphent, fournissant pour toute besogne un amoncellement inouï de papiers, de rapports, de comptes-rendus en double, triple, quadruple expédition, trop souvent contradictoires.

L'aviation maritime, elle aussi, mérite une mention. Il suffit de se rendre dans les bureaux du ministère de la Marine pour avoir une idée du gâchis qu'on appelle sans rire son « développement ». Le haut commandement a changé trois ou quatre fois en un an, les plans d'action ont été remaniés et changés tous les trimestres, et, si la Guerre a des dépenses scandaleuses à son actif, comme celle des hangars de Castres (60.000 fr.), de Maubeuge, d'Ambérieu ou de Lyon, devenus inutilisés, l'histoire de la création d'un aérodrome maritime à Montpellier vaut, à elle seule, son pesant d'or. Ce n'est pas une figure, car le « pesant », c'est bien nous qui le payons.

Avec les errements actuels, la situation apparaît sans issue; ce sont non seulement les méthodes, mais encore tout le personnel qu'il faudrait renouveler. Si nous n'appréhendions de nous faire traiter de « prussien », nous proposerions en dernier recours au ministre de la Guerre de faire appel à une mission militaire allemande... *comme la Turquie!*

ICARUS.

Simplement.

Carte de visite :

Dr PIERRE REHM

de la Faculté de Paris.

Ancien interne du Dr Delagenière,
interne-lauréat des hôpitaux et de la Maternité de Versailles
(S.-et-O.)

Assistant de laryngologie,
chef de clinique des dispensaires marins
de la rue d'Ouessant et de la rue de l'Arrivée.
Médecin-chirurgien-chef de la Cie des mines de cuivre
du Boléo (Basse-Californie).

Médecin légiste et délégué sanitaire du Conseil supérieur
de salubrité de la République du Mexique.

Paris.

POTINS & PANTINS

Un écrit!

On juge la vitrioleuse Alice Vitz.

Aveugle, atrocement défiguré, Charles Bouin, le vitriolé, s'avance à la barre en tâtonnant dans les ténèbres. Sans haine, sans rancune, s'excusant presque de la liberté grande, il commence à raconter.

Mais Alice Vitz comprend que pour « avoir » le jury, elle doit d'abord obtenir le pardon de sa victime.

Elle interrompt :

— Charles, je t'en prie, pardonne-moi!

— Ma vie est finie... Je suis aveugle.

— Souviens-toi que tu m'aimais... Pardonne-moi!

— Soit, je te pardonnerai... Mais à la condition que tu t'engages à rester toujours auprès de moi, à me donner tes soins jusqu'à ma mort.

— Je te le jure!

— Je veux bien te croire, mais j'exige que tu t'engages par écrit. Il me faut un écrit.

Le mot est d'une bouffonnerie amère, presque molièresque.

Ainsi cette homme candide veut un écrit. Quand il aura un écrit dans sa poche, son optimisme robuste aura raison de son expérience et du souvenir de ses malheurs.

Il a devant lui une femme qui, par sa violence et sa jalousie, l'a martyrisé pendant des années de vie commune, avant le drame qui l'a plongé dans la nuit et lui a fait ce mufler de fauve. Eh bien, il est persuadé que cette femme, du jour où elle aura signé un écrit sur papier timbré, deviendra pour lui la plus douce et la plus aimante des compagnes.

On expliquerait bien des choses par la confiance éperdue, illimitée, fétichiste, que les simples ont dans « un écrit ».

Du moment qu'en échange de leur argent le banquier où l'homme d'affaires leur a donné « un papier signé » ils n'ont rien à craindre, n'est-ce pas ?

Je connais même des gens ayant une certaine culture intellectuelle, qui pratiquent une superstition analogue : du moment qu'une femme, par « un écrit » signé à la mairie et par « un écrit » signé à la sacristie, leur a juré obéissance et fidélité, ils croient pouvoir dormir sur les deux oreilles.

Les braves gens sont tout épatés lorsqu'ils apprennent que le banquier a levé le pied. Les maris sont tout épatés lorsqu'ils apprennent que leur femme a levé la jambe.

« Oculos habent »... Charles Bouin, lui, a l'excuse d'être aveugle.

Fait-Divers.

Une brave épicière, mardi dernier, reçoit une lettre signée *Les Chevaliers du Poignard*, lui enjoignant, sans faute, d'aller déposer une somme de 2.000 francs, à minuit, sur le socle de la statue qui orne le pont de Grenelle, et qui représente, sauf erreur, la Liberté éclairant le monde...

Faute de quoi les Chevaliers du Poignard, qui ne plaisaient pas, exécuteront l'épicière récalcitrante, et, suivant la formule culinaire de Laurent Tailhade, la feront bouillir dans sa propre mélasse après l'avoir farcie de ses propres pruneaux.

L'épicière porte naturellement la lettre à son commissaire. Et lorsque les Chevaliers du Poignard se présentent au rendez-vous, ils sont cueillis avec aisance et facilité par deux agents en bourgeois.

Les « Chevaliers du Poignard », c'est un jeune garçon épicier d'une quinzaine d'années, qui se roule aux pieds de la police avec des larmes de repentir, en expliquant qu'il a vu exécuter son

petit scénario au cinéma, où ça réussissait très bien... Alors, il a eu naturellement l'idée d'essayer.

C'est effrayant ce que le cinéma fait tourner de jeunes cervelles en présentant comme toutes simples les choses les plus extravagantes. C'est effrayant ce que le cinéma démoralise de jeunes esprits en présentant les pires actions sous l'aspect le plus sympathique.

Je connais un petit garçon qui, en quinze jours, a failli quatre fois mourir noyé, brûlé, écrasé par un autobus ou précipité du troisième étage, pour avoir voulu imiter les exploits de Rigadin qui lui inspirent une admiration sans bornes.

Actuellement, dans le quartier de Grenelle, toute la belle jeunesse du faubourg aspire à renouveler les hauts faits de Cartouche, qu'un film sensationnel vient de nous présenter sous l'aspect d'un héros.

Au cinéma, Cartouche est une manière de bon Dieu qui fait régner la justice et la bonté sur la terre : s'il vole les méchants riches, c'est pour secourir les pauvres honteux ; il massacre les passants sur la grande route, mais il les massacre avec un rare discernement ; il les punit plutôt, car ils sont indignes de vivre.

Alors, le gosse du faubourg, plein d'enthousiasme, achète au bazar un pistolet de treize sous pour demander la bourse ou la vie aux passants... Ou encore, s'il est particulièrement timide, il écrit à l'épicière pour lui dire de déposer 2.000 fr. au pied de la statue.

Et quand les flics arrivent, le gosse n'y comprend plus rien. Les flics n'étaient pas dans le film. On les a rajoutés. Ça n'est pas de jeu.

Duels polonais.

Nous avons assisté, au vélodrome du Parc des Princes, à un duel au sabre entre deux Polonais. J'appelle ça un duel.

L'affaire avait été conclue il y a plusieurs mois,

à la suite d'une querelle de café entre ces messieurs. On leur avait laissé le temps de s'entraîner solidement, et aussi de laisser pousser leurs cheveux, pour protéger un peu le crâne. Car si, dès le premier contact, un des adversaires est fendu de la tête aux pieds, c'est tout de suite fini. Il n'y a plus de sport.

Il y a eu du sport.

Les deux combattants se sont rués l'un sur l'autre avec une fureur sauvage, avec un désir si sincère de se découper mutuellement en mortadelle, que ça faisait vraiment plaisir à voir. Il y a même eu des éclaboussures pour les directeurs du combat, et des pantalons fendus par des coups de sabre égarés.

Je suis en principe l'adversaire du duel, parce que nos duels sont une cérémonie conventionnelle et dérisoire, un chiqué pour photographes et communiqués aux journaux.

Mais comme ça, je comprends.

Quand deux hommes ont entre eux un sérieux motif de haine, la seule satisfaction à donner à des sentiments barbares, c'est un combat barbare, une lutte où on fait ce qu'on peut pour abimer l'adversaire sans avoir peur de se piquer.

Ça ne ressemble pas beaucoup à nos échanges de balles sans résultats, ni à nos duels à l'épée avec protège-pointes, ces duels où visiblement les adversaires, les témoins et les médecins attendent que ça soit fini pour pouvoir s'en aller.

Seuls, les Polonais représentent chez nous les preux d'autrefois...

Non, pas seuls... Il y a aussi les paladins autochtones des boulevards extérieurs, ces vaillants chevaliers qui, à la lueur louche d'un réverbère, couteaux en main, sans témoins, sans médecins, sans photographes, essaient de se mettre les tripes à l'air pour l'amour de leur dame.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.



La Nouvelle Idole



A la tribune de la Chambre, M. Sembat, vendredi, a proclamé la négation des individus et l'avènement de la foule. « Le grand individu politique, a-t-il dit, nuit à la France plus qu'il ne lui sert. »

A ces mots, les yeux de M. Bouffandeau brillèrent; son âme s'ouvrit; une douce félicité la remplît jusqu'aux bords. Trois cents cerveaux anémiques reçurent ce dogme avec transport, et s'en grisèrent; six cents mains velues se heurtèrent, en délire. Car la négation des individus, c'est, proprement, le triomphe de M. Bouffandeau et de ses amis.

Sans doute, ils le savaient. Mais ils n'osaient pas le dire. Ils se bornaient à répéter tout bas, avec ferveur, à l'idole monstrueuse et secrète, qui n'est qu'eux-mêmes : « Que votre règne arrive... » Mais ils ne découvraient pas l'idole. M. Sembat, d'un seul coup, d'un geste de messe noire, l'a dévoilée. Des vociférations éclatèrent.

Si Bouffandeau avait dit cela, s'il avait proscrit du gouvernement le grand individu, on aurait ri. On n'a point le droit de plaider, aussi évidemment, pour soi-même. Mais Sembat est un homme supérieur; il peut, lui, combattre les hommes supérieurs : il peut se proscrire lui-même. Lui seul pouvait produire cette théorie encourageante. A ces appétits obscurs, à ces élans bestiaux, il a su fournir un corps de doctrine, une sorte de charte. C'est au nom d'un principe, désormais, que vont régner les imbéciles.

Sembat qui les connaît bien, et qui sait leur force, s'incline devant eux. Il leur fraie la route. Mieux encore, il la jonche de fleurs. Car le nouveau tyran est avide, comme les autres, de caresses. Il lui faut sa cour.

M. Sembat présente, au premier abord, l'aspect habituel du socialiste : une cravate négligée, deux yeux aigus dans une broussaille. Mais qu'on ne s'y trompe pas : sous cet aspect moderne, il cache l'âme raffinée, ingénieusement servile, d'un courtisan de la grande époque. Il est le plus délicieux, le plus humble, le plus cynique des flatteurs.

Il s'élance vers le tyran aux mille têtes; il prévoit ses caprices; il comble ses vœux. Il connaît ses jalousies, ses rancunes; pour les satisfaire, il décapiterait un peuple,

comme d'Antin, au réveil du roi, faisait raser une forêt qui avait déplu. Toute la différence est que le courtisan d'autrefois regardait vers le soleil; celui d'aujourd'hui, vers la terre. Mais il n'est ni moins zélé, ni moins spirituel; il est même, en une manière, plus héroïque : car au lieu de s'élever vers son roi, il s'abaisse vers lui; il descend, le sourire aux lèvres, et comme si cela lui était agréable, jusqu'à M. Bouffandeau lui-même.

M. Sembat est, seulement, un peu goguenard. Sa déférence a quelque chose de canaille. Mais quoi? Les domestiques, à servir dans des maisons louches, prennent mauvais genre. Que M. Sembat, cependant, se garde : s'il déplaît, M. Bouffandeau lui donnera ses huit jours.

JEAN BRÉZOLES.

LA FRANCE PRUSSIENNE

La lampe Osram

Oui, ou non ?

Un jour, un lecteur nous pose cette simple question : « Oui ou non, la lampe « Osram » est-elle de fabrication allemande ? » Nous publions sa lettre; et l'administrateur de la Société, M. Richard Heller, nous répond :

« Je puis vous assurer que la question ne se pose même pas. La lampe *Osram* est bel et bien fabriquée à nos usines de Puteaux (Seine), par des ouvrières françaises, et avec du matériel français.

... Je vous envoie sous pli séparé deux albums donnant quelques renseignements sur nos usines... »

« Personne ne le conteste ? » avons-nous demandé. Beaucoup l'ont contesté.

Je viens de feuilleter un des albums dont nous fit présent M. Richard Heller. Luxeusement édité, il donne sur la fabrication de la lampe *Osram* des détails fort intéressants.

A cette partie technique succèdent quelques pages, que l'on pourrait appeler apologétiques, où l'auteur de la brochure défend la lampe *Osram* d'être une lampe étrangère. L'argumentation en est curieuse.

« L'usine *Osram*, dit l'écrivain, a été citée comme un repaire d'étrangers hostiles à la France, et prêts à s'emparer des secrets de sa défense. Qui pourrait ajouter foi à de pareilles billevesées ?

Non, non : ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Laissons là les « secrets de la défense » nationale. Nous ne disons pas que les Allemands de Puteaux sont tous des espions. Nous disons que ces Allemands sont des Allemands, et c'est tout.

— Mais il n'y a pas d'Allemands à Puteaux, réplique notre homme... ou si peu !

L'usine *Osram* occupe tout juste deux pour cent d'étrangers dans son personnel. Deux pour cent sur un millier de travailleurs !

« Deux pour cent sur un millier » ? Qu'est-ce à dire ? Nous le verrons tout à l'heure.

Voici, dit le rédacteur, d'autres preuves :

« Les ministères, les grandes administrations ne s'éclairent qu'avec des *Osram*. Et si les ministères accordent leur clientèle à cette lampe, c'est qu'ils n'ignorent pas... qu'ils favorisent l'industrie nationale. »

Belle preuve, en vérité ! Quand il y a huit jours M. Doumergue signa une circulaire pour admettre les étrangers aux adjudications publiques, M. Herbet n'eut-il pas soin de nous expliquer qu'il se bornait à « maintenir le régime existant » ?...

A la vérité, poursuit l'effronté apologiste, ce sont là (ces accusations d'exotisme) passe-temps d'écrivains en mal de « copie » sensationnelle et facile, d'écrivains, aussi, à la crédulité desquels il est aisé de fournir un aliment fâcheux. Il ne faut donc pas prêter à leurs propos une attention trop soutenue.

Bien ! cher monsieur : je ne vous demanderai plus de « soutenir votre attention » que quelques secondes, et je ferai le moins de « copie » possible.

Il n'y a, à l'usine de Puteaux, que vingt travailleurs allemands sur mille ouvriers ? Soit ! Je vous accorde même qu'il n'y en a pas vingt ; qu'il n'y en a pas un.

Mais le directeur de la maison *Osram* s'appelle Richard Heller, autrichien naturalisé ;

Le premier fondé de pouvoirs s'appelle Von Opel, Allemand ;

Le second fondé de pouvoirs s'appelle Nabakowski, Allemand ;

Le directeur de Puteaux, Bruder, Suisse-Allemand ;

Le premier sous-directeur, Geiger, Allemand ;

Le second sous-directeur, Aint, Allemand ;

Le directeur du service des fiches, Friedrich, Allemand.

Suffit. Quand un colon allemand, au Cameroun,

fait cultiver sa terre par cinquante nègres, on ne dit pas que son entreprise est une entreprise nègre. On dit que c'est une entreprise allemande. A Puteaux, ce sont les Français qui sont les nègres.

Comment le directeur de la Lampe Osram essaie-t-il de nous faire accroire que son entreprise n'est pas une simple succursale de l'allemande *Auer Gesellschaft* ?

Lisez ce télégramme d'origine berlinoise :

Berlin, 10 décembre. — La Société du bec Auer communie, contrairement à d'autres nouvelles mises en circulation, que ce n'est pas son président qui est parti pour Paris, mais bien un autre membre du Conseil d'Administration et un membre de la direction. Il s'agit du traitement habituel des affaires courantes de la Société Osram parisienne et d'une discussion relative aux mesures à prendre par la société en vue de l'aggravation de la concurrence.

(*L'Information*, n° 283, du 10 décembre 1913.)

Est-ce clair ?

Et puis, à quoi bon discuter plus longtemps ? Nous avons sous les yeux deux annonces. L'une, parue dans *le Matin*, est ainsi conçue :

Nouvelles créations Bté S. G. D. G.

Filament étiré en spirale.

FABRICATION FRANÇAISE

LA LAMPE OSRAM

Usines à Puteaux.

L'autre est découpée dans le *Diario del Plata*, de Montevideo :

75 0/0 Economia verdadera.

Hilo estirado irrompible.

Comprad la lampara

OSRAM

de hilo estirado que es sin rival.

FABRICANTES : AUERGESELLSCHAFT

BERLIN O. 17, ALEMANIA

De venta en todes partes.

La lampe Osram, française à Paris, est allemande à Montevideo.

Il fut d'ailleurs un temps, qui n'est pas si ancien, où, même en France, la lampe Osram avouait son origine. Nous tenons à la disposition de M. Richard Heller plusieurs ampoules qui portent leur acte de naissance gravé dans le verre.

La cause est entendue.

COURRIER IMMOBILIER

Depuis que j'ai commencé dans *l'Œuvre* ce courrier immobilier hebdomadaire, le grand nombre de lettres que j'ai reçu me prouve que les lecteurs de *l'Œuvre* ont compris l'intérêt qu'il y a pour eux à s'adresser pour toutes leurs transactions immobilières aux services de la *Société Foncière de France et des Colonies*.

A la demande d'un certain nombre de mes correspondants, je donnerai chaque semaine un aperçu de quelques affaires particulièrement intéressantes, que j'ai en mains.

Dans le centre de Paris : bel immeuble rapportant net 25.000 francs pour le prix de 320.000 francs; il y a un prêt du Foncier à conserver de 225.000 francs. Pour un déboursé de 120.000 francs environ, on aurait un revenu net de 9.000 fr.;

Immeuble en pierres de taille, rapportant brut 17.000 fr.; hypothèque au Crédit Foncier de 140.000 francs. A vendre 230.000 francs.

Grand immeuble comprenant 3 corps de bâtiment. Revenu total 75.000 francs environ. Prix : 4.000.000, grandes facilités de paiement; hypothèques de 500.000 francs.

Dans le 16 arrt. : divers immeubles; tout le confort moderne; rapportant net, au moins 5%, depuis 200.000 francs; facilités de paiement ou hypothèques.

La *Société Foncière de France et des Colonies* est aussi chargée de vendre dans les environs de Paris diverses propriétés d'agrément et habitations pour l'été.

A Vaucresson notamment, maison d'habitation avec grand jardin, 4.000 mètres, 35.000 francs. grandes facilités de paiement (à faire quelques réparations).

Je tiens à signaler de nouveau à mes lecteurs que la *Société Foncière de France et des Colonies* connaît au Maroc, dans la région la plus fertile et la mieux pacifiée, dans la Chaouia, divers domaines pouvant être cultivés, soit par le propriétaire, soit par les indigènes, depuis 20 ou 25.000 fr. Ces terrains prennent tous les jours une valeur plus grande et dès que les moyens de communication se seront développés, il faut s'attendre à une hausse considérable sur les prix pratiqués actuellement.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à M. l'Administrateur-délégué de la *Société Foncière de France et des Colonies*, 3, rue de Marivaux, Paris.

La Femme et la Maison

— Ce temps-là, ça ne vous décourage pas de partir à la campagne?

La petite dame brune avait l'aisance mutine que donnent le Conservatoire et un stage dans les théâtres subventionnés.

— Ça ne vous décourage pas, avec de si jolies mains, de mettre des gants? demandai-je.

— Comment l'éviter? le soleil, le vent, tout abîme la peau. Et puis il y a la mode.

— La mode, de jolies femmes comme vous devraient la faire et l'imposer. En prenant des soins suffisants, vos mains, même constamment exposées à l'air, resteraient souples et blanches. Vous n'allez pas me faire croire que le temps vous manque et que les pâtes vous font peur?

— Connaissez-vous une bonne recette, au moins?

— Comme pâte? Je vous fournirai ça un de ces jours. Pour la cuisine? En voici une, simple, saine, exquise : c'est celle des *pains perdus*. Mêlez intimement dans une assiette 6 jaunes d'œufs, 1/4 de litre de lait, 1/4 de livre de sucre en poudre. Ajoutez un morceau de vanille et laissez reposer une heure. Ajoutez ensuite un blanc d'œuf battu en neige, pour alléger le mélange. Trempez-y six grosses tranches de pain de mie. Au bout de dix minutes, retournez-les. Quand elles sont bien imbibées, faites bien dorer à la poêle et servez chaud, saupoudré de sucre.

Voilà quelque chose que vous réussirez admirablement à la campagne où les œufs, le lait et le beurre sont frais.

— Soit, mais pour le reste? Le boucher passe toutes les semaines, et à moins d'avoir un potager chez soi, on ne peut avoir ni légumes ni fruits.

— D'excellentes maisons vous expédieront tout ce que vous voudrez, plus consciencieusement sans doute que votre cuisinière ne l'achète au marché.

— C'est peut-être vrai... Mais on s'ennuie si vite!

— Il y a mille ressources et mille distractions. Quand partez-vous?

— Après le grand Prix... il faut bien voir les toilettes.

— Pour se réjouir à la campagne de ne les voir plus? C'est un point de vue, et, à certaines délicieuses exceptions près — qu'il faut rechercher avec soin dans la masse — c'est le vrai. Eh bien! d'ici la fin du mois, je vous donnerai le moyen d'occuper agréablement les heures de loisir que le ciel vous accorde tout en vous laissant goûter le charme nonchalant et doux de l'oisiveté.

LAURIE LAURENCE.

Notre Programme

L'ŒUVRE dit tout ce que ne disent pas les autres.

L'ŒUVRE dénonce toutes les tares et toutes les hontes du « régime abject ».

L'ŒUVRE est la voix de tous ceux qui, sans distinction d'opinion, éprouvent le besoin de crier :

— Assez! Tout, mais pas ça!

Ceux qui trouvent que tout va pour le mieux dans la meilleure des républiques ne lisent pas L'ŒUVRE.

C'est dire qu'elle est lue par tout le monde.

Abonnez-vous à L'ŒUVRE! Faites des abonnés à L'ŒUVRE!

On trouve L'ŒUVRE dans tous les kiosques, dans toutes les gares.
On la trouve aussi chez soi tous les jeudis pour DIX francs par an.
Il suffit d'envoyer ces dix francs

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je, soussigné (nom, prénom)

(adresse)

déclare m'abonner pour un an ⁽¹⁾, pour six mois ⁽¹⁾ à **L'ŒUVRE** à dater du 1^{er}

Ci-joint le montant de l'abonnement : **dix francs ⁽¹⁾, six francs ⁽¹⁾.**

Vous m'envoyez le montant de l'abonnement : **dix francs ⁽¹⁾, six francs ⁽¹⁾.**

SIGNATURE :

(1) Biffer l'une ou l'autre de ces indications. — Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Détacher en suivant le pointillé et adresser ce bulletin à l'Administrateur de L'ŒUVRE, 220, Fg St-Honoré, Paris (8^e).

Éditions de L'ŒUVRE :

0 fr. 95 :

PEAU-DE-BALLE

PAR

GÉO DE LA FOUCHARDIÈRE

1 franc :

NOS BONS APÔTRES

Comédie en trois actes

PAR

GUSTAVE TÉRY

avec une Préface de Jules Lemaître

1 fr. 25 :

LE RÉVEIL

PAR

URBAIN GOHIER

LE BOTTIN DU FAVORITISME

OU

LE GOTHAS DE L'ARRIVISME

avec une préface-boniment de J.-J.-T. STEEG

(4 FASCICULES)

2 francs :

Le Secret du Juif-Errant

PAR

JEAN DRAULT

3 fr. 50 :

OU ALLONS-NOUS ?

COMMENT FINIRA LE RÉGIME ABJECT ?

Mille réponses des lecteurs de L'ŒUVRE
avec une introduction et une conclusion

PAR

GUSTAVE TÉRY

LOUVRE

Lundi 22 Juin et jours suivants



Soldes et Occasions

Tout
plus élégant
et meilleur
marché que
partout ailleurs

Au Printemps

ACTUELLEMENT

Soldes d'Été

avec Rabais de 35 à 40 %

Le Gérant : GARDANNE.

Imprimerie spéciale de *L'Œuvre*, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.